

de New-York (édition du dimanche) du 15 juin révèle que l'attitude des Français est semblable à celle des Allemands.

Par ailleurs, des déclarations ont été faites récemment en Grande-Bretagne. J'ai sous les yeux la déclaration la plus complète du parti travailliste qui, en somme, lors des récentes élections d'octobre, a eu à son crédit le plus grand nombre de suffrages populaires et peut dans un avenir peu éloigné reprendre les rênes du gouvernement au Royaume-Uni.

Le parti travailliste de Grande-Bretagne a publié une déclaration le 30 avril dans laquelle il ne s'oppose, pas plus que nous, à la possibilité d'un réarmement conditionnel de l'Allemagne mais tout en donnant confirmation de son appui à cette mesure, il établit certaines conditions que j'aimerais consigner au compte rendu. Au nombre de quatre, on peut les résumer ainsi:

a) Il n'y aura pas de réarmement allemand réel tant que les forces de l'Atlantique en Europe ne sont pas bien organisées et équipées.

b) Les nations occidentales autres que l'Allemagne, en particulier la France, auront priorité pour ce qui est des livraisons d'armes américaines.

c) Les troupes allemandes seront intégrées dans une armée internationale.

d) Aucun réarmement allemand n'aura lieu tant que les Allemands eux-mêmes ne désireront pas se réarmer.

Je crois que la dernière réserve est très importante parce que si nous voulons obtenir l'appui des troupes allemandes et leur heureuse intégration dans une armée internationale de défense il nous faut compter sur l'appui de la population allemande, sans quoi, c'est l'échec. Il y a plus d'un an, M. Clement Attlee qui, on se le rappelle, était alors premier ministre de Grande-Bretagne, avait signalé les trois premières de ces conditions et, sauf erreur, à sa dernière réunion, l'exécutif national du parti travailliste de Grande-Bretagne, après une longue discussion, a adopté la quatrième. J'ai un plus long énoncé que je n'ai pas l'intention de lire, parce que le temps peut me manquer, énoncé qui souligne et éclaire l'attitude prise alors, les quatre points adoptés et, en particulier, l'appui accordé à la demande faite par la France d'une aide plus considérable de la part des États-Unis. Il y a également lieu de tenir un certain compte de la déclaration officielle du parti social-démocrate d'Allemagne. Le programme du parti a été exposé le 27 avril par son vice-président, Erich Ollenhauer, dans les termes suivants:

a) Ollenhauer a plaidé pour qu'on accorde priorité aux propositions soviétiques en vue de l'unité de l'Allemagne et d'un traité de paix avec l'Allemagne et pour qu'on remette toutes les autres questions jusqu'au moment où on aurait accompli un effort cohérent pour atteindre un accord des quatre puissances à l'égard de l'Allemagne.

b) D'après lui, le premier objectif de la politique étrangère allemande devrait être de mettre à l'épreuve la sincérité de ces propositions russes.

De fait, j'estime que nous avons tous le devoir de mettre à l'épreuve la sincérité de ces offres. Dans notre for intérieur, nous pouvons les croire de mauvaise foi, mais nous sommes engagés dans une guerre froide, une guerre de propagande, un conflit d'idéologies et nous devons établir avec une clarté aveuglante que nous avons cherché à établir la sincérité de toutes les offres de nos adversaires avant de les rejeter. Sinon, nous ne pourrions gagner à notre cause les peuples de l'univers. Voici la suite du texte:

A titre de critère, on pourrait essayer d'établir s'il est possible ou non de procéder à des élections libres dans toute l'Allemagne. Si c'était impossible, il faut persuader tous les Allemands que les puissances occidentales et la République fédérale allemande ont fait tous les efforts possibles en ce sens.

c) En signant les accords contractuels et en intégrant l'Allemagne occidentale dans le cadre de la défense européenne, on aboutirait du moins à rendre plus difficile l'unité allemande et peut-être à l'empêcher définitivement. Une participation allemande à l'armée européenne ne serait certes pas interprétée par l'Union soviétique comme un geste amical. En outre, l'idée actuelle d'intégration européenne pêche par la base.

d) Les puissances occidentales devraient ou bien remettre à l'Union soviétique un "horaire" relatif à des négociations sur l'unité de l'Allemagne. On empêcherait ainsi toute tentative d'éterniser les entretiens des quatre puissances et de saboter les projets de l'Ouest. Des questions analogues à celles de la ligne Oder-Neisse ne devraient pas être soulevées pour l'instant; elles ne feraient que nuire aux chances d'organiser des élections pour toute l'Allemagne. Il n'y aurait pas lieu d'appliquer à l'Allemagne une autre politique occidentale jusqu'au jour où il serait nettement établi que des élections de ce genre ne pourraient avoir lieu.

C'est apparemment l'attitude officielle du parti de l'opposition officielle en Allemagne, qui, étant donné l'appui croissant que lui a fourni le pays au cours des quelques derniers mois, pourrait bien, dans les prochains treize ou quatorze mois, lorsqu'auront lieu les prochaines élections fédérales, devenir le gouvernement de l'Allemagne, et, pour le cas où il y aurait des élections plus tôt, il en deviendrait le gouvernement encore plus tôt.

A mon avis, il y aurait lieu de prêter quelque attention aux pays scandinaves, qui ne font pas partie de l'OTAN, bien qu'ils y soient associés. Le secrétaire international du parti social-démocrate de la Suède, Kaj Bjorh, s'exprime dans un article, de la façon suivante:

a) Si c'était possible, il faudrait remettre l'étude de la question du réarmement de l'Allemagne jusqu'à ce que soit réglé le problème de l'unité allemande. Sinon, il surgira dans le centre de l'Europe une situation qui risquerait beaucoup d'exploser. Cette proposition est conforme à la ligne de conduite actuelle du parti social-démocrate d'Allemagne, même si cette ligne de conduite s'inspire d'un motif un peu différent.